

Bulletin Confédéral des Femmes

Mensuel - Janvier-Février 1950

213, rue Lafayette - PARIS-X^e

N° 14

Comme nous serions fortes si nous laissions parler notre cœur

par

Olga TOURNADE

Secrétaire
de la C.G.T.

Pour l'amélioration de leurs salaires, les employées de la Caisse des Dépôts en Consignations ont mené une lutte magnifique qui, dans l'union la plus large et avec une compréhension fraternelle exemplaire, s'est poursuivie pendant 21 jours.

Les ouvrières de chez BESSONNEAU à Angers sont restées fermes et unies pendant les 22 jours qu'a duré la grève pour l'amélioration de leurs conditions de vie et la défense de leurs militants ; celles de chez GILBERT (usine de crins dans le Lot-et-Garonne) ont renforcé leur organisation au cours de leur mouvement qui a duré neuf semaines ; celles d'Armentières continuent, dans l'union, l'action commencée le 18 janvier.

Les travailleuses de Toulon, celles du Puy-de-Dôme, celles du Rhône, joignant leur voix à celles des Combattants de la Paix et de la Liberté, et à l'Union des Femmes Françaises, se sont adressées aux travailleurs pour leur demander de ne plus travailler pour la guerre.

Pour la JOURNÉE NATIONALE de protestation contre la sale guerre du Viet-Nam (journée organisée par l'U.F.F. et à laquelle s'est associée la C.G.T.), des débrayages ont été effectués dans la grande majorité des entreprises et, dans de nombreux cas, les femmes ont pris la parole, revendiquant quelquefois ce droit (comme chez ERICSON à Colombes).

Et vous savez bien que de semblables exemples peuvent être fournis en grand nombre par nos Fédérations, nos U. D. ou nos Syndicats.

Car c'est vrai que les travailleuses accentuent sans cesse leur action ; elles en ont assez de la misère qui règne dans leurs foyers ; elles ne veulent plus trembler pour les êtres qui leur sont chers.

Il nous faut comprendre avec notre cœur cette volonté des travailleuses ; il nous faut prendre hardiment la tête de leur lutte.

Liez-vous davantage avec toutes vos compagnes de travail, qu'elles soient organisées ou non, qu'elles soient à la C.G.T., à la C.F.T.C. ou à F.O., qu'elles soient croyantes ou non, qu'elles soient communistes, socialistes ou sans parti.

Discutez fraternellement avec elles et vous verrez que toutes veulent que ça change.

Le grand malheur c'est que toutes ne savent pas qu'il dépend d'elles, de leur union, de leur action

résolue à côté des travailleurs, de faire reculer leur ennemi commun : le patronat, pour améliorer leurs salaires, pour imposer la paix.

Et, parce que nous avons le bonheur d'être des militantes, d'avoir la conviction que demain nous pouvons connaître la paix et le bien-être si nous savons unir nos efforts, nous devons aller vers elles, répondre aux questions qui les tourmentent, leur faire voir les perspectives qui remplissent notre cœur d'espoir et de certitude dans l'avenir.

C'est vrai qu'elles ne voient pas toutes les problèmes comme nous ; s'il en était ainsi, il n'y aurait qu'une seule organisation syndicale. Et puis, peut-être, ne faisons-nous pas toujours le maximum pour leur expliquer ce que nous ressentons.

Bien sûr, cela n'est pas toujours facile ; on comprend bien les problèmes, mais on a des difficultés pour les traduire.

Alors ! ne nous embarrassons pas de formules, parlons entre nous comme des sœurs, ce sera le meilleur moyen d'assurer le succès de la JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES ; cela nous donnera aussi de grandes possibilités de renforcer notre mouvement si, dans tous nos rassemblements, dans toutes nos réunions ou compte-rendus de délégations, dans nos discussions nous avons le souci du recrutement.

Nous devrions toutes avoir des bulletins d'adhésion dans notre poche et considérer qu'il est de notre devoir de gagner, femme, après femme, toutes nos compagnes de travail à notre grande C.G.T., car, toutes UNIES, nous serons une force invincible.

SOMMAIRE

Comme nous serions fortes	1
Les Travailleuses luttent contre la guerre	2
Un aspect de la lutte pour les Conventions Collectives	3
Préparons le 8 mars	4
Préparation des Assises Nationales de la Paix	5
Au Conseil de la F.D.I.F	6 et 7
La première Ecole de la C.G.T. réservée aux femmes	8

LES TRAVAILLEUSES LUTTENT

CONTRE LA GUERRE

De plus en plus, les travailleuses comprennent la nécessité de lutter de toutes leurs forces contre la guerre. Après nos commissions féminines du **Puy-de-Dôme** et du **Var**, dont nous avons déjà indiqué l'action dans le Peuple, des nouvelles nous parviennent d'autres départements :

CONTRE LES FABRICATIONS DE GUERRE

A **Montpellier**, chez **Paulan**, maison de confection de costumes militaires, une commande avait été passée de 5.000 pantalons et 5.000 blousons. La déléguée ayant appris que cette commande était spécialement réservée aux soldats d'Indochine, s'est rendue, avec ses camarades de travail, auprès de la Direction, lui signifier qu'en aucun cas, elles ne feraient ce travail. Devant la fermeté des travailleuses, le marché n'a pas été conclu. Malgré les salaires diminués par suite de la réduction des heures de travail, malgré les menaces de chômage pour manque de travail, les ouvrières de chez Paulan n'ont pas voulu travailler pour la sale guerre.

A **Toulouse**, la fabrication de vêtements militaires étaient envisagée aux ateliers d'habillement **Perfecta**. La Direction avait déjà dû abandonner cette fabrication devant l'opposition des ouvrières. « Nous ne travaillerons pas à des vêtements qui serviraient de linceul à des êtres qui nous sont chers », ont déclaré celles-ci qui, à nouveau, ont exigé des fabrications de paix.

COMITES DE DEFENSE DE LA PAIX

Dans la **Loire-Inférieure**, la commission féminine a organisé une réunion pour les femmes de chez **Brandt**, où l'on travaille à 50 % pour la guerre. A la suite également de leur intervention, un Comité de Défense de la Paix a été constitué aux **Batignolles**.

A l'atelier **Simplex**, dans le **Rhône**, les travailleuses ont constitué un Comité de Défense de la Paix qui groupe toutes les ouvrières de l'entreprise. Le 25 janvier, journée de lutte contre la guerre du Viet-Nam, elles ont arrêté le travail et sont allées en délégation protester contre la sale guerre.

DEBRAYAGES CONTRE LA SALE GUERRE

Les ébarbeuses de chez **Hutchinson**, à **Puteaux**, ont, elles aussi, débrayé le 25 janvier à 95 %, pour manifester leur volonté de faire cesser la guerre d'Indochine. Egalement les ouvrières des

Produits Chimiques, chez **Lumière**, ont déposé le 25 janvier, leur cahier de revendications en protestant contre la sale guerre.

A **Saint-Quentin**, l'unité d'action s'est réalisée entre C.G.T., C.F.T.C. et F.O. sur une résolution commune demandant de faire cesser la guerre du Viet-Nam et l'arrêt des fabrications de guerre.

Chez **Bally-Camsa**, à **Lyon**, 254 signatures ont été rassemblées sur les listes de pétitions et un arrêt de travail a été organisé à l'hôpital de **Vileneuve-Saint-Georges**.

Chez **Otis-Pifre**, à **Bezons**, trois débrayages en une semaine dans une équipe de femmes. Le 25 janvier, en particulier, l'arrêt de travail contre la guerre du Viet-Nam fut presque général.

Aux chaussures **André**, à **Nancy**, les travailleuses ont commencé à faire le recensement de toutes les familles éprouvées par la guerre d'Indochine, afin de prendre contact avec elles et de les entraîner dans l'action contre la sale guerre.

SOLIDARITE AUX DOCKERS

Les travailleuses n'oublient pas non plus la solidarité aux vaillants dockers : les midinettes de chez **Piguet**, maison de haute-couture des Champs-Élysées, viennent de reconstituer le syndicat dans un des ateliers qui a immédiatement entrepris le collectage pour soutenir les dockers de Marseille dans leur lutte contre la guerre.

Trois employées de la **Caisse des Dépôts et Consignations**, non syndiquées, qui ont participé à la magnifique grève de vingt-et-un jours, viennent de rejoindre la C.G.T., et ont versé 800 francs pour les dockers. Dans le **Var**, les ouvrières agricoles ont décidé d'organiser le parrainage des dockers et en particulier de recevoir leurs enfants.

CONTRE LES CAMPAGNES D'ENGAGEMENT

Enfin, une délégation de femmes des P.T.T. s'est rendu auprès de M. Thomas, ministre des P.T.T., pour protester contre la circulaire émanant de ses services qui présente aux jeunes sous une forme alléchante les perspectives d'un engagement pour l'Indochine.

Nous ne citons ici que quelques exemples ; dans chaque bulletin, comme dans le **Peuple**, nous passerons au fur et à mesure toutes les informations qui nous parviendront. Partout, les initiatives doivent se multiplier, car si nous savons intensifier, développer notre action, en liaison avec tous les Partisans de la Paix, nous ferons reculer la guerre.

Un aspect de la lutte pour les Conventions collectives

La revalorisation des salaires

Il est devenu clair pour tous que le versement immédiat des 3.000 francs par mois à chaque salarié ne représentera qu'une indemnité en attendant la discussion des conventions collectives.

Nous devons, toutes, être à même d'expliquer dans les ateliers et bureaux ce que nous entendons par revalorisation des salaires avec les conventions collectives, afin d'élargir notre action et obliger gouvernement et patronat à ouvrir enfin cette discussion.

✱

Il faut rappeler que le **minimum vital**, son terme même l'indique, n'était que le calcul d'un salaire minimum établi au lendemain de la guerre, à une période de rationnement, à un moment où l'on ne pouvait se

Un numéro spécial de « Femmes Françaises » pour le 8 Mars

Nous tenons à vous annoncer une nouvelle particulièrement importante et qui, nous en sommes sûres, sera accueillie par vous avec beaucoup d'enthousiasme.

L'U.F.F. a décidé de sortir, à l'occasion du 8 mars, un numéro spécial de son journal « FEMMES FRANÇAISES » en réservant une place à la lutte des travailleuses. Ce numéro aura 24 pages et sera vendu 20 francs. Nous devons tout de suite étudier avec attention toutes les possibilités que nous avons pour diffuser largement ce journal. Ne voyez pas le problème sous l'angle d'une tâche supplémentaire, mais considérez que les problèmes seront d'autant plus compris au sein de l'entreprise que votre effort aura été grand pour vendre à toutes les travailleuses le journal.

Et puis, pensez que si nous arrivons à diffuser un certain nombre de « FEMMES FRANÇAISES », l'U.F.F. envisagera de continuer à mettre à la disposition des travailleuses une double page chaque semaine. Au moment où s'intensifie la publicité pour les journaux du caractère de « Confidences, Intimité » et autres parutions du même ordre (dont le but est de freiner la lutte sur le lieu du travail en berçant de rêves la misère des travailleuses, au lieu de les dresser contre les responsables de cette misère) vous comprendrez certainement l'importance de porter vos efforts sur la diffusion du grand journal démocratique des femmes.

Sur la base de votre entreprise, bureau, atelier, chargez une camarade de la réception du journal et passez la commande du nombre de numéros qu'il vous est possible de vendre à « Femmes Françaises », 12 bis, rue d'Astorg, Paris (8^e).

procurer des denrées alimentaires en quantités suffisantes et nécessaires à la vie : lait, beurre, viande ; des articles textiles : lainages et cotonnades ; des meubles et des ustensiles de ménage, etc...

Avec le minimum vital on devait acheter :

**une paire de chaussure tous les deux ans, et
un manteau tous les quatre ans.**

Aujourd'hui, l'ensemble de la production a atteint le niveau de 1938 ; il est normal que les travailleurs retrouvent le même pouvoir d'achat qu'ils avaient à l'époque correspondante.

✱

A leur dernière conférence parisienne, les métallurgistes ont décidé de retenir, pour base de discussion, les 115 francs de l'heure pour le coefficient 100. Ce chiffre n'est que 13 fois celui de 1939, alors que le coût de la vie a augmenté de 20 fois.

Depuis la libération, les pouvoirs publics ont retenu le salaire de base du manœuvre de la métallurgie pour définir le salaire moyen départemental.

Les couturières ont calculé les salaires qui devront être discutés dans les conventions collectives et qui représenteraient une réelle revalorisation des salaires.

C'est ainsi que la seconde main qualifiée classée au coefficient 135, toucherait :

$$\frac{115 \times 135}{100} = 155 \text{ fr. } 25 \text{ de l'heure, alors qu'elle n'a actuellement qu'un misérable salaire de } 68 \text{ fr. } 50.$$

Ces chiffres, au premier abord, pourraient paraître démagogiques, mais ils ne le sont pas, en voici la preuve :

Le revenu national est d'environ 8.000 milliards, il est partagé ainsi en ce moment :

Pour les 11 millions de salariés :	1.725 milliards
Pour le budget et les crédits de guerre :	2.275 »
Pour les 200 familles :	4.000 »

Ce tableau est éloquent et prouve qu'il est possible de revaloriser les salaires sur la base des 115 francs au coefficient 100.

En plus, il nous faudra veiller à l'application stricte des salaires « à travail égal, salaire égal » et faire échec aux manœuvres de ceux qui voudraient rétablir les « salaires féminins » en contournant la loi et en dépréciant le travail des femmes par une basse classification.

C'est en expliquant aux travailleuses ce que les conventions collectives peuvent nous apporter que nous les entraînerons à l'action pour les faire aboutir :

Sur le lieu du travail, pétitions, délégations, et arrêts du travail pour les 3.000 francs, et l'ouverture de la discussion des conventions collectives.

Auprès des pouvoirs publics, et élus, les délégations exigeront l'augmentation des salaires immédiatement, les 3.000 francs, et de réelles conventions collectives avec revalorisation des salaires.

PRÉPARONS

LE 8 MARS

Il y a 40 ans, au cours d'une première rencontre internationale qui eut lieu à Copenhague, les femmes décidèrent d'exprimer leur union et leur puissance au cours d'une journée, célébrée chaque année le 8 mars.

C'était en 1910. Aujourd'hui le mouvement des femmes rassemble plus de 80 millions de femmes unies au sein de la « Fédération Démocratique Internationale des Femmes » (F.D.I.F.), parmi lesquelles des millions de travailleuses des syndicats. Et devant elles se pose une question qui est au cœur de toutes les femmes : sauver la paix du monde. Les foyers ouvriers sont gagnés chaque jour par plus de misère ; cette situation terrible provient de la préparation à la guerre où s'engouffre une grande partie du budget de l'Etat. Rien pour améliorer le sort des travailleurs, tout pour la guerre. Lutter pour la Paix, c'est donc lutter pour de meilleures conditions de vie.

Les femmes ont toujours été au premier rang de l'action contre la guerre. En 1917, les femmes de Pétrograd manifestèrent héroïquement contre la guerre, pour le pain de leurs enfants. A la même époque, les midinettes parisiennes réclamaient leurs vingt sous et demandaient également la fin de la guerre. Les femmes ont joué, au cours de la dernière guerre, un rôle considérable dans la libération de notre pays. Des milliers d'entre elles ont sacrifié leur vie dans le combat contre les hitlériens, leur plus pur symbole est notre chère camarade Danielle Casanova.

L'année dernière, une démonstration réunissait à Budapest les femmes de 56 pays proclamant :

« Sœurs de combat, dressons-nous pour défendre le bonheur de nos enfants : toutes ensemble, défendons la Paix. »

Et la lutte contre la guerre s'est encore renforcée dans les derniers mois, en particulier sous l'égide des partisans de la Paix.

Mais il est visible pour toutes les femmes que les préparatifs guerriers dirigés par les Américains s'intensifient dans notre propre pays. Notre tâche la plus urgente est donc de lutter avec toujours plus de vigueur contre la guerre.

Faites connaître le pathétique appel des femmes d'Asie : « La guerre du Viet-Nam, foyer d'incendie, menace la paix du monde, exigez de vos gouvernants le rappel des troupes. »

Unissons toutes nos forces pour le rappel du corps expéditionnaire. Unissons-nous pour empêcher une nouvelle agression contre l'Union Soviétique. C'est dans l'action qu'il faut préparer la Journée Internationale des Femmes. Quelles sont donc les tâches pratiques sur lesquelles nous devons nous pencher tout de suite pour que les journées des 5 et 8 mars revêtent une ampleur considérable et renforce toujours davantage le « Front des Partisans de la Paix ».

1° Participer à la campagne de pétitions pour l'interdiction de la bombe atomique, la diminution des budgets de guerre, la cessation de la guerre du Viet-Nam, contre le réarmement de l'Allemagne revancharde. De larges délégations de femmes porteront ces pétitions aux pouvoirs publics, parlementaires, etc. Activer la constitution des Comités de Défense de la Paix, dans les entreprises, et faire participer les travailleuses en grand nombre aux assises de la Paix.

2° Nos syndicats rechercheront dans les entreprises, les pères, les mamans, les sœurs qui ont un être cher au Viet-Nam, afin de correspondre avec les soldats et de leur expliquer les raisons de notre attitude.

3° Soutien actif de tous les ouvriers des ports, des gares, des arsenaux, des usines, dans leur action pour la Paix et le collectage des fonds qui doivent permettre de recueillir l'argent nécessaire à la vie des familles de ceux qui luttent.

4° Organiser partout l'action des femmes pour empêcher la fabrication, la manutention et le transport de matériel de guerre. Cette action doit s'étendre non seulement à leur propre entreprise, mais aussi à des entreprises voisines. Elle peut se manifester sous forme de lettres, appels, délégations auprès des travailleurs pour leur demander d'engager une action de masse avec leur soutien. Organiser en même temps des délégations, manifestations, auprès des patrons, là où l'on travaille pour la guerre.

5° Les Fédérations vont éditer un dépliant concernant les revendications des femmes, auxquelles il faudra lier les revendications les plus petites de l'entreprise à la lutte pour la paix. Une partie de ce dépliant sera à remplir par les travailleuses, qui y inscriront leurs revendications, leurs aspirations, et les remettront ensuite à leur organisation syndicale. Il faudra diffuser largement ce dépliant, expliquer à toutes les travailleuses pourquoi elles doivent le remplir, enfin organiser la centralisation des réponses pour en tirer les revendications et établir le cahier qui sera déposé le 8 mars à la direction. Faire parvenir ensuite les dépliant aux Fédérations qui y puiseront de riches enseignements.

6° Dépôt des revendications dans toutes les entreprises, en accord avec les syndiquées de toutes appartenances syndicales et inorganisées dans la journée du 8 mars. Les délégations auprès des directions pourront être appuyées par des arrêts de travail ; des comptes rendus devront être faits ensuite aux travailleurs.

7° Tirer également des dépliant les revendications qui sont du ressort des pouvoirs publics et qui permettront d'établir en commun avec les organisations démocratiques de la localité, ou du département, le cahier de revendications des femmes.

Aux délégations qui iront les porter aux Conseils Municipaux, Généraux, Préfectures, Députés, etc... nous devons nous efforcer de faire participer des femmes travailleuses, déléguées par leur entreprise..

8° Dans toutes les entreprises, bureaux, ateliers, exploitations agricoles, un appel devra être fait aux travailleuses de toutes opinions, organisées ou non, pour qu'elles assistent dans la plus grande union aux Rassemblements du 5 mars, avec toutes les femmes, avec toutes les mères de la localité.

9° La F.D.I.F. édite une carte postale illustrée par le grand peintre Fougeron, nos camarades feront un grand effort pour en assurer la vente qui revêt une signification particulière du fait que l'achat de cette carte marque l'engagement des femmes à la lutte pour la Paix et leur attachement à la F.D.I.F., sur le prix de 5 francs, une ristourne de 1 fr. reviendra aux sections syndicales et 1 fr... aux U.D., ce qui permettra de couvrir les frais des manifestations du 5 mars..

Une campagne de presse : presse locale, « Peuple, Vie Ouvrière », etc... et un matériel d'affichage appuiera la préparation des journées du 5 et 8 mars. Tous les journaux fédéraux, bulletins syndicaux, etc..., devront populariser ces journées.

Pour réaliser ces tâches, une condition : réaliser partout l'unité la plus large, afin d'entraîner le plus grand nombre possible de travailleuses dans la lutte contre la guerre et la misère.

Les manifestations auront lieu, sous l'égide de la F.D.I.F.

le DIMANCHE 5 MARS

Le dépôt des revendications dans les entreprises et aux pouvoirs publics

le MERCREDI 8 MARS

Campagne contre la bombe atomique ET PRÉPARATION des ASSISES NATIONALES DE LA PAIX

« Le but de la guerre est aujourd'hui d'exterminer la nation ennemie... »

« Nous enverrons à 40.000 pieds de hauteur des avions chargés de bombes atomiques, incendiaires et bactériologiques, afin de tuer les bébés dans leurs berceaux, les aïeules en prières et les hommes au travail. »

(Editorial du « Times Herald » de Washington, juillet 1949).

Les Combattants de la Paix et de la Liberté ont organisé une grande campagne contre la bombe atomique.

Les travailleuses se souviennent encore avec émotion de la magnifique affiche de Fougeron représentant une fillette tuée par une bombe atomique américaine. Pour l'avoir apposée, un ouvrier du bâtiment de Saint-Mandé : André Houllier, a été assassiné.

Et pourtant, la seule citation ci-dessus d'un des organes du trust de la presse américaine doit nous inciter à participer et à renforcer la campagne contre la bombe atomique.

Cet appel, qui s'adresse à toutes nos assemblées élues, nous devons le populariser (1).

Dans les entreprises les travailleuses doivent le faire adopter par tout le personnel en expliquant les désastres que nous amènerait la bombe.

D'autre part, par de larges délégations, élues au cours d'assemblées syndicales, saisir les conseils municipaux, généraux, les élus de chaque département en leur demandant de prendre position.

LES ASSISES NATIONALES DE LA PAIX

Cette campagne contre la bombe atomique se déroule en même temps que la préparation des Assises Nationales de la Paix. Préparées par des assises locales, elles doivent être l'émanation de toutes les couches de la population qui veulent la paix et en particulier de la classe ouvrière. Les travailleuses doivent donc y être représentées en grand nombre.

Et en premier lieu, à l'intérieur de leur entreprise, elles doivent se montrer les plus actives pour la constitution des Comités de Défense de la Paix, ainsi que l'a recommandé le deuxième Congrès de la F.S.M., réuni à Milan en juillet 1949.

Les Combattants de la Paix, soucieux d'élargir au maximum la représentation de toutes les couches de la population aux Assises de la Paix, ont décidé d'accepter des délégués élus en dehors des assises locales, et désignés par des assemblées diverses ; ceci va nous permettre de faire élire des travailleuses, soit dans des assemblées générales d'entreprise, soit dans les rassemblements du 5 mars, etc... En tant que femmes, comme en tant que travailleuses, nous devons participer en grand nombre dans toute l'action des Combattants de la Paix et de la Liberté, c'est pourquoi nous devons être nombreuses aux Assises Nationales les 10, 11 et 12 mars prochain.

LA BOMBE ATOMIQUE ET LES REPERCUSSIONS

Le 6 août 1945, la première bombe atomique tomba sur Hiroshima. Elle fit 150.000 victimes, dont 80.000 morts. 65.000 maisons sur 90.000 furent détruites. Cette explosion avait duré un millionième de seconde.

Trois jours plus tard, une deuxième bombe lancée à Nagasaki fit 80.000 victimes, dont 40.000 morts.

Les quatre années qui nous séparent de ces terribles explosions ont permis de donner un pouvoir encore plus terrifiant à ces bombes.

INTERDICTION DES ARMES ATOMIQUES RECLAME L'U.R.S.S. DES LE 14-12-1946 A L'O.N.U.

Et le 1^{er} octobre 1948, Vychinsky, délégué soviétique à l'O.N.U., proposait au Conseil de Sécurité :

- 1° la réduction d'un tiers des armements ;
- 2° la suppression de l'arme atomique ;
- 3° Le contrôle de ces mesures par un organisme international créé dans le cadre du Conseil de Sécurité.

A nouveau, en septembre 1949, Vychinsky fait à l'O.N.U. les propositions suivantes :

- 1° Condamnation des préparatifs de guerre ;
- 2° Interdiction de l'arme atomique ;
- 3° Signature d'un Pacte de Paix entre les grandes puissances.

Ces propositions correspondent vraiment au désir de tous les peuples, et démontrent une fois de plus la volonté de Paix de l'Union Soviétique qui, d'ailleurs, possède elle-même le secret de cette bombe.

COMMENT APPUYER EFFICACEMENT L'ACTION DES COMBATTANTS DE LA PAIX

Un appel a été lancé le 7 janvier par les Combattants de la Paix, qui dit entre autre :

« Au nom de l'humanité et du droit à la vie, nous voulons que notre Parlement se prononce pour la mise hors la loi de la bombe atomique. »

« Nous voulons que les Nations Unies ordonnent sans délai la destruction de la bombe atomique. »

(1) Le texte complet est paru dans Le Peuple du 28 déc. n° 283.

BRAVO, les Lyonnaises

Nos camarades de Lyon ont compris l'importance de la diffusion de « FEMMES SOVIÉTIQUES », la magnifique revue éditée en langue française par le Comité Antifasciste des Femmes Soviétiques :

7 abonnements ont été faits à la Revue ; 2 à Rhône Poulenc, 1 chez Lumière ; 1 chez Lavix ; 2 à la Spécia ; 1 chez Gifrer et Barbezat. Et le travail continue !

Partout, imitez cet exemple ; faites connaître la vie nouvelle, la vie libre et heureuse de nos sœurs du grand pays du socialisme. Dans chaque entreprise, chaque commission féminine, chaque syndicat, faites un abonnement à la revue « Femmes Soviétiques ».

Abonnement d'un an : 6 numéros : 300 frs. Aux éditions France-U.R.S.S., 29, rue d'Anjou. C.C.P. 3126-99.

Défense des Droits Économiques des Femmes

A l'ordre du jour des travaux du Conseil de la Fédération Démocratique Internationale des Femmes, à Moscou, dont un bref compte rendu a été donné dans le précédent Bulletin Confédéral des Femmes, figurait « la défense des droits économiques des femmes », en relation avec l'accroissement de la misère et du chômage dans les pays capitalistes.

Une importante résolution, dont le texte ne peut être passé entier et qui a été envoyé aux responsables départementales, qui pourront le faire reproduire, a clôturé la discussion sur ce point.

Les femmes travailleuses et notre mouvement syndical tout entier peuvent se réjouir de la place considérable qu'accorde la F.D.I.F. à la défense de leurs droits.

Les décisions de la F.D.I.F., son action incessante, depuis sa constitution, sur cet important problème sont d'un poids important pour nous faire avancer. C'est le poids de plus de 80 millions de femmes qui pèse dans la balance de nos forces en lutte contre les forces capitalistes, pour une vie meilleure, pour triompher des menaces de guerre.

Ces décisions renforcent, en les rejoignant, celles prises à la magnifique conférence des femmes travailleuses de Genève.

✱

Le Conseil de la F.D.I.F. a démontré la nécessité de déployer une plus grande activité pour lutter contre la misère et le chômage et pour la défense des droits économiques et sociaux des femmes travailleuses, qui se résument en ces quelques points essentiels :

1° *L'abolition des lois anti-ouvrières et de la politique de blocage des salaires, insister sur une échelle mobile des salaires, en rapport avec la hausse des prix, afin de garantir un minimum d'existence aux familles des travailleurs, ainsi que des allocations familiales pour les familles nombreuses.*

Des actions sur ce point se développent à travers le pays, notamment pour les 3.000 francs. Les femmes, très combattives que l'on retrouve toujours à la pointe du combat, seront demain encore plus nombreuses dans la lutte pour de meilleurs salaires.

2° *La réduction des budgets de guerre et l'augmentation des crédits pour les besoins sociaux et culturels des travailleurs, ainsi que pour la construction d'écoles, de jardins d'enfants, de crèches et d'hôpitaux, etc...*

Les femmes sont entièrement d'accord. Elles comprennent chaque jour davantage qu'avec tout l'argent engouffré pour les préparatifs de guerre, il serait possible de faire de belles choses. C'est pourquoi elles participent toujours plus à la lutte pour la paix.

3° *La réalisation du droit au travail et des mesures garantissant le travail à toutes les femmes, la suppression du chômage et de ses conséquences.*

Les femmes sont particulièrement intéressées sur ce point, du fait qu'en principe lorsqu'il y a du chômage, ce sont elles les premières victimes. Elles savent que le **Plan Marshall** est la cause du chômage, elles doivent le dénoncer et exiger un Gouvernement d'Union Démocratique qui fera une politique vraiment française et non en tenant compte des intérêts et des ordres des milliardaires américains.

4° *L'application du principe « à travail égal, salaire égal » — (qu'il n'est pas inutile de rappeler, car, même en France où cette inégalité ne devrait pas exister du fait de la Loi*

Croizat la supprimant, on retrouve des différences de salaires entre hommes et femmes pour un même travail.)

5° *L'assistance matérielle égale à celle des hommes, sur la base du minimum vital dans tous les cas de perte de salaire, chômage, etc... (l'on sait que selon les lois et règlements en vigueur en France, les femmes mariées ou jeunes filles vivant avec leurs parents n'ont droit, en cas de perte d'emploi, à aucune indemnité).*

6° *L'introduction dans les contrats collectifs d'une clause sur la situation économique de la femme, le maintien des contrats collectifs et des lois se rapportant à la protection du travail, de la maternité et de l'enfance..., l'interdiction du travail de nuit et de l'emploi de femmes enceintes dans les entreprises nuisibles à la santé ; la réduction de la journée de travail pour les femmes qui allaitent, des pauses pour l'allaitement ; l'organisation d'un contrôle sur la santé des femmes occupées dans la production.*

Ce dernier point est de la plus haute importance. Nous assistons aux pires abus à l'égard des femmes enceintes qui sont souvent déclassées du fait de leur état. Le régime capitaliste sanctionne les femmes travailleuses sur le point d'être mères, alors qu'elles devraient être l'objet des plus grandes attentions, ainsi que cela existe en U.R.S.S. et dans les Démocraties Populaires.

Nous sommes en pleine bataille pour les conventions collectives, les femmes doivent y jouer un grand rôle afin, ainsi que le demande la résolution, d'y faire inclure leurs revendications propres.

✱

Cet extrait de la résolution nous fixe des tâches importantes. Les femmes doivent être à l'avant-garde du grand combat contre les forces d'oppression et de réaction pour faire disparaître l'exploitation dont elles sont victimes en tant que femmes, pour gagner les mêmes droits que les hommes, pour assurer une vie meilleure à leurs enfants.

Mais, dans cette grande bataille, il faut savoir entraîner non seulement toutes les femmes syndiquées à notre grande C.G.T., mais aussi celles qui, encore trompées, se retrouvent dans les rangs des autres organisations syndicales et, surtout, cette grande masse d'inorganisées.

Notre objectif doit être : de développer l'unité d'action pour être victorieux et renforcer nos organisations en faisant comprendre à celles qui hésitent encore l'importance qu'elles ont à prendre leur carte syndicale.

✱

La lutte pour l'amélioration du sort des femmes travailleuses, pour liquider la misère et le chômage, n'est pas seulement l'apanage des organisations syndicales, tous les mouvements de femmes y sont intéressés et y participent, de même que toutes les organisations démocratiques dans leur ensemble.

L'Union des Femmes Françaises, l'U.J.F.F. adhérentes à la F.D.I.F. déploient en particulier une grande activité dans ce sens. Les femmes travailleuses doivent par conséquent renforcer ces deux organisations, participer à leur action inlassable, pour le mieux être, pour la paix.

La lutte des femmes travailleuses dans notre pays ne doit pas être isolée de la lutte des femmes non travailleuses.

La F.D.I.F. nous montre le chemin à suivre, il faut s'y engager hardiment.

Importante intervention de Jeannette VERMEERSCH

Au cours de la discussion sur le rapport relatif à « La défense des droits économiques des femmes en rapport avec l'accroissement de la misère et du chômage dans les pays capitalistes », présenté par notre camarade Angèle Lefort, secrétaire de l'U.D. de la région parisienne, Jeannette Vermeersch a fait une importante intervention :

Dans la première partie, elle montre dans un rapport bourré de chiffres et d'exemples, les privations que subissent les travailleurs français, résultats du Plan Marshall et de la politique de guerre. « Des centaines de milliers de femmes françaises, exaspérées par la misère et les malheurs, ont pris pratiquement conscience du prix de la passivité et du prix de la lutte. C'est pour cela qu'elles lutteront à mort contre les instigateurs impérialistes de la guerre, pour la paix et la démocratie ».

« Mais devant le renforcement des forces du camp de la paix devant le développement de la combativité des partisans de la paix, les impérialistes se battent avec l'énergie du désespoir. Ils font des efforts désespérés pour tenter d'enrayer le mouvement, pour tenter de le diviser, pour tenter de développer le doute dans leurs propres forces parmi les partisans de la paix.

« La réaction dispose pour cela de multiples moyens. Et elle seule dispose de ces moyens : radio, cinéma, journaux, sans compter les moyens de corruption.

« Les calomnies, les mensonges, sont répandus à profusion. Et il ne faut pas croire que cela ne porte pas. Le peuple est si honnête, si crédule. Et la réalité du socialisme, cette réalisation des rêves de tant de générations d'exploités est si magnifique, que de nombreux hommes et femmes ont encore peine à y croire.

« Sur le plan intérieur de notre pays, la réaction calomnie la classe ouvrière, ses dirigeants, ses militants.

« Sur le plan extérieur, même tentative, encore plus virulente, contre le pays du socialisme, contre l'Union Soviétique, contre le Parti Bolchevik, contre Staline.

« Toutes ces calomnies, tous ces mensonges, toutes les manœuvres de division ont pour but de tenter de décourager la classe ouvrière et de lui faire douter de ses forces, elles ont pour but d'écarter de la classe ouvrière, les paysans, les intellectuels, les artisans, les savants ; elles ont pour but de faire douter le peuple de ses immenses possibilités face à la poignée des impérialistes fauteur de guerre, elles ont pour but de tenter de provoquer des brèches dans le camp de la démocratie et de la paix.

« La campagne réactionnaire est quelquefois si forte, qu'elle atteint les propres rangs des organisations démocratiques. Ne pas voir ce fait serait le fait d'aveugles politiques. Ne pas combattre contre ce fait serait un abandon de notre lutte pour la paix sinon une trahison.

« ...Les impérialistes reprochent à l'U.R.S.S. de n'être pas un pays comme les autres. C'est la seule chose qui soit vraie de tout ce qu'ils ont dit de l'U.R.S.S.

« Il n'est pas surprenant que les impérialistes haïssent l'Union Soviétique, qu'ils la calomnient, que leur plus cher désir serait de la voir disparaître de la carte du monde, même au prix d'une guerre atroce.

« Mais le peuple de notre pays, mais nous, femmes démocrates, pouvons-nous, quelques soient nos croyances philosophiques ou religieuses, pouvons-nous épouser les querelles des ennemis de l'Union Soviétique qui sont aussi les ennemis du peuple de France ?

« Reprocherions-nous à l'U.R.S.S., nous les mères, la grande révolution socialiste qui a donné du travail à tous, un métier à la jeunesse, un essor illimité aux sciences, qui a donné l'égalité complète entre tous les citoyens et citoyennes, qui a fait les enfants égaux, et dont l'existence a été inaugurée par la paix ?

« Lui reprocherait-on le développement de la technique, des sciences, des arts, son niveau de culture s'élevant sans cesse, son apport extraordinaire au trésor de l'humanité dans tous les domaines ?

« Nous, les femmes, les mères, reprocherions-nous à l'Union Soviétique d'avoir lutté plus de 20 ans pour la paix, et, la guerre ayant éclaté malgré ses efforts, d'avoir consenti des sacrifices inouïs pour l'écrasement des fauteurs de guerre hitlériens, sacrifices dont le moindre n'est pas celui d'avoir donné tant de millions de ses meilleurs fils ?

« Reprocherait-on à l'Union Soviétique d'avoir proposé l'interdiction des armes atomiques et le désarmement partiel, et deviendrions-nous brusquement, nous les mères, partisans des armements meurtriers sous prétexte que le gouvernement soviétique se prononce contre ?

« ...Nous devons dénoncer fermement les fauteurs de guerre, nous devons dénoncer avec force Tito et ses acolytes, et les dirigeants du Front des femmes yougoslaves qui essaient encore de faire croire à leur innocence.

« Jamais, on ne fera croire à l'innocence de ces criminels qui prétendent mensongèrement construire le socialisme. A-t-on jamais vu les impérialismes aider à la création du socialisme ? Est-ce pour le socialisme que les impérialistes donnent des dollars à Jules Moch, à Scelba, à Tsaldaris, à Franco ? Non, c'est pour asservir les peuples, assassiner ses meilleurs fils, préparer la guerre ; c'est pour les mêmes raisons que les impérialistes donnent des dollars à Tito.

« Les dirigeants yougoslaves, les dirigeantes des femmes yougoslaves emploient dans notre pays les méthodes chères aux hitlériens, aux impérialistes américains. Ils organisent un travail de désagrégation, de désunion. Ils essaient d'organiser un travail de sape, ils en ont été pour leurs frais. Les organisations démocratiques, les unes après les autres, dénoncent ces manœuvres et condamnent ces valets de l'impérialisme américain.

« ...Avant de terminer, je voudrais dire que nous avons conscience que, dans notre pays, nous allons vers de rudes combats. Nous nous efforcerons d'être à la hauteur des tâches qui nous attendent auprès de nos époux, de nos fils, de nos frères, de nos camarades. Dans cette lutte difficile, nous aurons présents au cœur et à l'esprit les efforts des peuples de l'U.R.S.S., les sacrifices innombrables qu'ils ont consentis pour nous tous.

« Nous serons fortes, a conclu Jeannette Vermeersch, parce que, par le monde, nous sommes des centaines de millions qui luttons pour la même cause et parce que notre cause est juste.

La Première Ecole de la C.G.T.

réservée aux Femmes

« Les femmes, chez nous, mais c'est merveilleux. Elles ont fait ceci, elles ont fait cela... », que de fois entendons-nous de telles déclarations dans nos réunions ! C'est vrai qu'elles sont combattives et tenaces, les travailleuses. C'est vrai aussi que notre responsabilité est grande vis-à-vis d'elles toutes.

Notre mouvement a beaucoup à faire pour organiser et entraîner l'ensemble des femmes et en premier lieu, pour aider comme il se doit les centaines et les centaines de militantes que nous possédons. Les directions syndicales comprennent de plus en plus qu'il est de leur devoir et de leur intérêt d'apporter leur soutien permanent à l'organisation des travailleuses et à la montée de leurs militantes.

Nous avons aussi à la direction confédérale, notre rôle à jouer, et c'est pourquoi la C.G.T. a décidé que sa première école, qui se tiendra au début de mai et pendant un mois, sera réservée au perfectionnement des responsables de commissions féminines départementales, locales, ou d'entreprises.

C'est vrai qu'hommes et femmes, nous rencontrons des difficultés pour bien accomplir nos tâches. Être un dirigeant, une dirigeante, ça ne s'improvise pas. Il faut en conduire des luttes pour être un bon guide de combat. Il en faut des jours et des mois d'activité syndicale pour connaître notre mouvement.

Et pour y voir clair, est-ce facile ? Bien sûr, nous savons : les patrons sont des adversaires implacables, et le Gouvernement sert bien leurs intérêts. Mais, pour le reste, c'est compliqué.

Nous pourrions laisser faire le temps, le drame c'est que nous sommes pressés, et nous avons raison. C'est dans ce stage, que nous devancerons les années. Dans ce stage, les militantes acquièrent, et ce sera facile, les notions indispensables à un meilleur travail, à une plus grande efficacité de leurs efforts. Elles acquièrent les principaux fruits de l'expérience du mouvement ouvrier. Quelle aide, n'est-ce pas, camarades ?

C'est dans la région parisienne que se tiendra ce stage. Bien sûr, les camarades y seront logées et nourries pendant leur mois de séjour. Mais qui paiera tout cela, et le voyage encore, et la perte de salaire enfin ? C'est à vous de trouver cet argent. Vous n'êtes pas seules pour cela, camarades ; vous avez vos commissions féminines et tout le mouvement syndical qui s'appuie sur vous.

La trésorerie ne peut souvent supporter un tel effort. C'est aux ouvriers et aux ouvrières elles-mêmes qu'il faudra s'adresser. Ça n'est pas une quête, ça n'est pas la mendicité. C'est leur responsable qui a besoin de suivre un stage pour mieux accomplir son mandat,

et comme cette responsable ne possède pas d'actions dans une société d'importations et d'exportations, comme par exemple Bouzanquet de Force Ouvrière, elle s'adresse à ses compagnons et à ses compagnes, pour que joue la solidarité ouvrière.

Les travailleurs et les travailleuses comprennent fort bien l'utilité d'un effort financier pour de telles raisons. Bien sûr qu'ils exigeront de vous au retour de ce stage, de leur rendre par votre attachement et votre activité à leur service, les espoirs qu'ils ont mis en vous. Ça n'est pas la chose la plus difficile pour vous.

Un millier de travailleuses ont pu, pour la plupart soutenues financièrement par leurs camarades, assister aux travaux de la Conférence nationale de novembre dernier. Nul doute que vous puissiez, dès à présent, recueillir les sommes nécessaires à l'envoi de militantes dans ce stage :

Collectes, fêtes, tombolas peuvent et doivent être organisées à cet effet. Et puis n'est-il pas possible d'obtenir les sommes nécessaires en le demandant au Comité d'Entreprise de votre Etablissement ? Le nombre de places est limité à cinquante pour ce premier stage, raison de plus pour agir vite et bien.

Une tâche d'honneur Diffuser « Paix au Viet-Nam »

Nous sommes solidaires de JEANNETTE

C'est ce que déclarent toutes les travailleuses à la suite de la magnifique et courageuse intervention de notre amie Jeannette Vermeersch à l'Assemblée Nationale sur la criminelle guerre du Viet-Nam.

En réponse aux insultes, aux injures et aux menaces des colonialistes soutenus par toute la réaction, les travailleuses multiplient les résolutions, les motions de sympathie.

Ce sont les travailleuses de la chaussure parisienne, les ouvrières de la Maison Kréma, à Montreuil, qui s'engagent à faire circuler dans l'entreprise des cahiers de revendications réclamant la fin de la guerre du Viet-Nam à l'occasion de la Journée Internationale des Femmes du 8 mars.

Les ouvrières de chez LAVALETTE, à St-Ouen, font immédiatement circuler des listes de pétitions pour protester auprès du gouvernement et diffusent 300 brochures du discours de Jeannette : PAIX AU VIET-NAM.

Imitez cet exemple, diffusez cette magnifique brochure que vous pouvez vous procurer au C.D.L.P., 140, boulevard Diderot, à Paris, ou à la librairie de la C.G.T., 213, rue Lafayette, Paris. 10°.

La brochure : **PAIX AU VIET-NAM**. En vente : 10 francs.

